

À LA UNE QUI A PROFITÉ DES ANNÉES SARKOZY

BRIANÇON SUBIT LA FONTE DE L'ÉTAT

PAR DANIEL LICATA. REPORTAGE PHOTO: JÉRÔME CHATIN

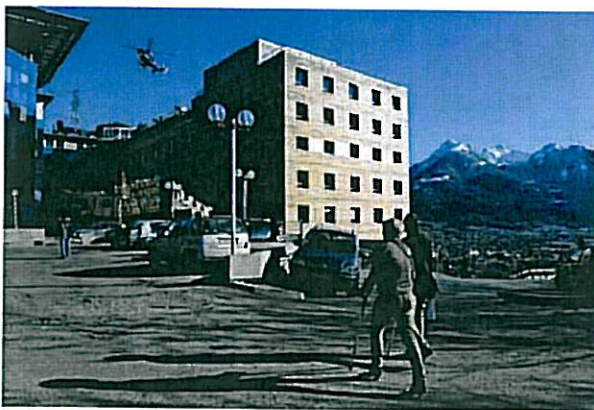
JOËL GIRAUD, le député radical de gauche du coin, feint de s'en amuser, mais une « malédiction administrative » semble frapper la ville : « A Briançon, le dernier coup de ripolin est fatal. Chaque fois qu'un bâtiment de l'Etat a été rénové, il a fermé la même année. Tel le Centre national d'aguerrissement en montagne (Cnam) : quelques mois avant sa disparition, le ministère de la Défense avait refait son ordinaire et bâti de nouveaux garages! » Un chauffeur de taxi originaire de la région ajoute une couche : « Les Briançonnais sont devenus méfiants. Dès qu'une entreprise de rénovation s'approche un peu trop près d'un bâtiment public, ils pronostiquent le pire. »

Car, à Briançon, dans les Hautes-Alpes, la Révision générale des politiques publiques (RGPP), ce n'est pas seulement le remplacement d'un fonctionnaire sur deux, version *light* de la modernisation administrative. C'est aussi la désertion des services publics. Gérard Fromm, le maire socialiste de cette ville de 12 000 habitants réputée pour son air pur et ses soins de pneumologie pédiatrique, ne mâche pas ses mots. « Depuis 2000, l'Etat a été res-

Militaires, douaniers et magistrats plient bagage, l'hôpital est sur le gri, et l'artisanat et le commerce périclitent. Visite dans une ville marquée par les années Sarko.

ponsable du plus grand plan social qui ait frappé le territoire. Quand on juxtapose les pertes de services publics, les destructions d'emplois se comptent par centaines. »

A la fermeture des douanes s'ajoutent celles du tribunal d'instance mais aussi de cinq classes, tandis que le trafic SNCF s'est réduit comme peau de chagrin. Et quand des jachères administratives appa-

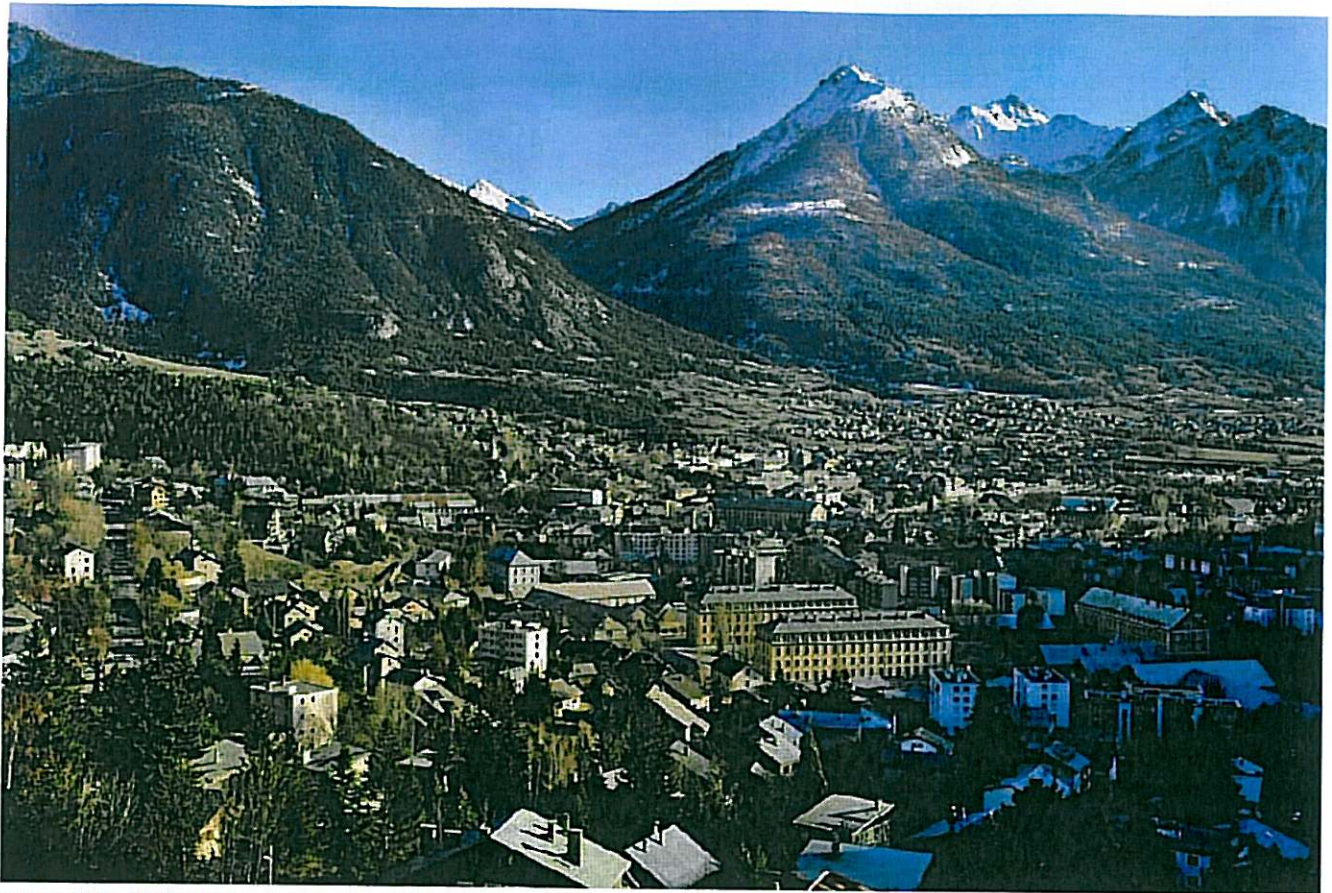


L'HÔPITAL, dont les lits de réanimation sont menacés, mobilise tous les Briançonnais.

raissent, des commerces disparaissent. D'après les funestes pointages du maire, des dizaines d'artisans ont mis la clé sous la porte et de nombreux commerces ont tiré définitivement le rideau.

La perte la plus lourde pour la ville reste la fermeture, en décembre 2009, du Centre national d'aguerrissement en montagne, avec son exode de militaires. « Des centaines de familles parties et sans aucune justification », résume, la mort dans l'âme, le colonel Hareau. Avec cette solennité, un brin surannée, des officiers supérieurs, il s'explique : « Les théâtres de conflits se situent uniquement dans des zones montagneuses, comme l'Afghanistan. Avec son relief alpin, Briançon rassemblait toutes les conditions pour un aguerrissement de qualité. » Sur les cendres du Cnam de Briançon et du Centre d'instruction et d'entraînement au combat en montagne (CIECM) de Barcelonnette a été créé le Groupement d'aguerrissement en montagne (GAM)... mais il s'est installé à Modane, en Savoie, dans les bâtiments du 13^e bataillon de chasseurs alpins de Chambéry.

Sans trop broncher, la grande muette a fait ses valises. Mais depuis le début de l'année,



VILLE DE GARNISON, Briançon a vu dissoudre en 2009 le régiment qui occupait le quartier Berwick (au centre de la photo).

bataillons de chasseurs et régiments de montagne multiplient les stages dans le département, là où le Cnam rayonnait. Ces manœuvres coûtent cher à l'Etat. « A se taper la tête contre les murs », lance, désespéré, le colonel Hareau.

Un malheur n'arrive jamais seul. L'hôpital de Briançon se retrouve sur la sellette. Sa sauvegarde mobilise toute la population. Le 2 février, ils étaient plusieurs centaines à manifester. « Après la suppression d'une soixantaine de postes sur les cinq dernières années, c'est le service de réanimation qui est menacé. Sa fermeture est prévue en 2014 d'après le document signé le 1^{er} février 2012 par l'agence régionale de santé (ARS) », avertit Hervé Cottonnec, le bouillant président de l'association citoyenne de défense des usagers de l'hôpital. Richard Faure, secrétaire régional Force ouvrière des Hautes-Alpes, renchérit : « Sans service de réanimation, le ter-

ritoire risque de se vider davantage. D'ici, il faudra au minimum quatre heures pour transférer les patients vers Gap ou Marseille. Or on sait que la survie se joue dans les trente premières minutes. »

Les relations ministérielles pour ultime recours

Le député Joël Giraud soupçonne l'Etat de laisser se propager les déserts médicaux pour transformer les petits hôpitaux en centres de longs séjours, moins coûteux et plus rentables. Une solution tentante d'un point de vue comptable. « L'hôpital de Briançon est en quasi-cessation de paiements : 43 millions d'euros de budget et 40 millions d'euros de dettes, dont 41 % reposent sur des prêts toxiques », tient à préciser Béatrice Rignon, déléguée du personnel de l'hôpital et chef du laboratoire.

Aujourd'hui, la crainte des médecins est de voir s'enclencher un effet domino : « Sans

service de réanimation, il n'y aura plus de patients. Car personne ne voudra venir se faire opérer », pronostique l'un d'eux, sous le sceau de l'anonymat. Et de questionner : « Vous croyez que le Club Med se serait installé à Briançon sans un centre de réanimation ? » Le service réa peut apporter la preuve de son utilité (cinq lits occupés sur six sur l'année 2011), il craint le pire. La malédiction, toujours. Doublée d'une volonté politique ? « Comme par hasard, Madame la préfète Francine Prime, qui s'est battue à nos côtés contre la fermeture du service, vient d'être appelée vers d'autres fonctions », s'insurge le syndicaliste Richard Faure. Alors, il faut peut-être « monter » à Paris. Joël Giraud en est persuadé. Quelques coups de téléphone au cabinet de Claude Guéant, ancien préfet du département, ont suffi à lever la menace de fermeture du commissariat... © DANIEL LICATA



AUTOSUFFISANCE. Pour maintenir une classe de maternelle au Puy-Saint-Vincent, le maire de la ville, Marcel Chaud, a créé une association qui salarie une institutrice.